

Le point de vue du chef économiste de Raiffeisen

Crises pétrolières: 1973 et aujourd'hui



Les fantômes du passé nous rattrapent. Nous jugions impensable une guerre en Europe. De même, nous pensions que les crises pétrolières à grande échelle étaient un vestige des années 1970. Les deux nous ont rattrapés. La crise énergétique actuelle rappelle à bien des égards les deux crises pétrolières des années 1970. Il est donc utile de jeter un regard en arrière et de se demander ce qui a changé au cours des cinquante dernières années. Les crises pétrolières des années 1970 ont brutalement tiré la Suisse de son insouciance. À l'époque, les images de ces dimanches sans voiture se sont profondément gravées dans la mémoire collective. Aujourd'hui, l'image satellite du détroit d'Ormuz symbolise la crise pétrolière actuelle.

Le pétrole est toujours une arme aujourd'hui

Une fois de plus, le pétrole est utilisé comme une arme. Le blocage du détroit d'Ormuz par le régime iranien entraîne l'arrêt d'environ 10% du commerce mondial du pétrole. Lors de l'embargo pétrolier de l'OPEP en 1973, le monde a manqué chaque jour de 4,5 millions de barils de pétrole, soit environ 7% de la consommation mondiale à l'époque. Nous assistons donc aujourd'hui au plus grand choc de l'offre pétrolière de l'histoire. La hausse actuelle du prix du pétrole dépasse déjà celle provoquée par l'invasion russe de l'Ukraine. Pour autant, les répercussions de la guerre en Iran sur les prix du gaz et de l'électricité en Europe sont loin d'atteindre l'ampleur de la crise énergétique de 2022. Il est vrai que les prix de gros du gaz ont eux aussi fortement augmenté depuis la fin février. Cette hausse est toutefois bien moins importante qu'en 2022. En conséquence, les prix de l'électricité restent également raisonnables. Cela vaut également pour les prix des engrais, qui dépendent fortement du prix du gaz. Aucune pression similaire ne devrait donc s'exercer sur les prix des denrées alimentaires. Il n'y a également pas lieu de craindre une répétition de la crise énergétique de 2022. Pour l'essentiel, le monde est «uniquement» confronté à un choc pétrolier à l'heure actuelle – et non à un choc global de l'offre.

Conséquences de la crise pétrolière de 1973

Au début des années 1970, le pétrole couvrait environ 80% de la consommation finale d'énergie en Suisse. Le pétrole était considéré comme une ressource pratiquement inépuisable, bon marché et sans problème. Dans notre pays, la consommation a été multipliée par dix entre 1950 et 1970. Le choc des prix de 1973, provoqué par l'embargo pétrolier

des pays arabes, a entraîné un effondrement économique massif. En 1975, le produit intérieur brut (PIB) réel a reculé d'environ 7%, l'inflation a atteint des niveaux records en franchissant les 10%, et le secteur industriel a perdu quelque 244 000 emplois entre 1970 et 1980. À titre de comparaison: pendant la crise du coronavirus, alors que le monde semblait parfois s'être arrêté, le PIB suisse n'a reculé que de 2,1%. La crise des années 70 a déclenché une mutation structurelle brutale et a marqué la politique énergétique suisse et internationale pendant des décennies.

Qu'est-ce qui a changé en 50 ans?

Plus de cinquante ans plus tard, la situation est radicalement différente. La part du pétrole dans la consommation énergétique suisse s'élève encore aujourd'hui à environ 46%. Dans le même temps, l'intensité énergétique de l'économie suisse a diminué de plus de moitié depuis les années 1970. La consommation d'énergie s'est ainsi largement dissociée de la croissance économique. Malgré un doublement de la population et un quadruplement du PIB réel, la consommation absolue d'énergie est en baisse. Aujourd'hui, la Suisse figure parmi les économies les plus efficaces sur le plan énergétique au monde. Pour chaque franc de produit intérieur brut, elle consomme nettement moins d'énergie que la moyenne mondiale ou européenne.

La crise pétrolière actuelle touche une Suisse plus solide

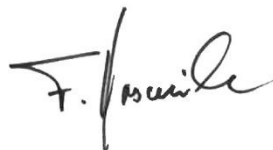
En conséquence, l'économie et les prix sont aujourd'hui moins sensibles à la hausse des prix du pétrole, même si le choc d'offre provoqué par la guerre en Iran est plus important que celui des années 1970. Une hausse de 10% du prix du pétrole ne freine aujourd'hui la croissance du PIB suisse que d'environ 0,05%, soit à peine un dixième de l'impact observé en 1973. L'effet de l'inflation est également nettement moins important. Tous nos scénarios économiques pour 2026 tablent donc toujours sur une croissance de l'économie suisse, malgré la hausse des prix de l'énergie – même si celle-ci devrait progresser à un rythme modéré, compris entre 0,5% et 1,0%, selon l'évolution du conflit. Même dans le scénario le plus pessimiste, la trajectoire de croissance reste donc positive et l'économie suisse nettement plus solide qu'au moment de la crise pétrolière des années 1970.

Les vulnérabilités persistent

Des dépendances subsistent néanmoins. La transition vers une Suisse plus autonome sur le plan énergétique n'est pas

encore achevée. La Confédération continue d'importer 68% de l'énergie qu'elle consomme, principalement du pétrole et du gaz naturel. Alors que l'économie et l'industrie ont considérablement réduit leur dépendance au pétrole grâce à des gains d'efficacité et à des changements structurels, la consommation d'énergies fossiles reste élevée dans les ménages et, en particulier, dans le secteur des transports. Aujourd'hui, environ les trois quarts de la consommation totale de pétrole sont imputables aux transports; une autre part importante est toujours utilisée pour le chauffage au fioul. Dans le même temps, la part des exportations dans le PIB suisse a presque doublé depuis 1970. La Suisse est donc aujourd'hui beaucoup plus dépendante de la conjoncture mondiale. Un ralentissement économique mondial peut donc toucher durement la Suisse, même si la production nationale est globalement en mesure de supporter la hausse des prix de

l'énergie. Une partie de cette dépendance n'a donc pas disparu; elle a simplement changé de forme.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'F. Hasenmaile', written in a cursive style.

Fredy Hasenmaile

Chef économiste
Raiffeisen Suisse

Le Monitor économique Raiffeisen du 2^e trimestre 2026, consacré au thème « crise pétrolière de 1973 et aujourd'hui », est disponible en téléchargement sur le [site web](#) de Raiffeisen.

Editeur

Raiffeisen Suisse
Economic Research
The Circle 66
8058 Zurich Aéroport
economic-research@raiffeisen.ch

Internet

raiffeisen.ch/logement
raiffeisen.ch/placements

Publications

Découvrez notre vision actuelle des marchés financiers dans nos publications
raiffeisen.ch/marches-opinions

Conseil

Contactez votre conseiller ou votre Banque Raiffeisen locale
raiffeisen.ch/web/ma+banque

Mentions légales

Ce document est destiné à des fins publicitaires et d'information générales et n'est pas adapté à la situation individuelle du destinataire. En l'espèce, il appartient au destinataire d'obtenir les précisions et d'effectuer les examens nécessaires et de recourir à des spécialistes (par ex. conseillers fiscaux, en assurances ou juridiques). Les exemples, informations et remarques mentionnés sont fournis à titre indicatif et peuvent par conséquent varier au cas par cas. Des différences par rapport aux valeurs effectives peuvent survenir en raison d'arrondis.

Ce document ne constitue ni un conseil en placement, ni une recommandation personnelle, ni une offre, ni une incitation ou un conseil d'achat ou de vente d'instruments financiers. Ce document en particulier n'est ni un prospectus, ni une feuille d'information de base au sens des art. 35 et s. ou 58 et s. de la LSF. Les conditions complètes ainsi que les informations détaillées sur les risques inhérents aux différents instruments financiers mentionnés, qui sont seules déterminantes, figurent dans les documents de vente juridiquement contraignants respectifs (par exemple les prospectus [de base], le contrat de fonds, la feuille d'information de base [FIB] / Key Information Document [KID], les rapports annuels et semestriels). Ces documents peuvent être obtenus gratuitement auprès de Raiffeisen Suisse société coopérative, Raiffeisenplatz, 9001 Saint-Gall ou sur raiffeisen.ch. Il est recommandé d'acheter des instruments financiers uniquement après avoir obtenu un conseil personnalisé et étudié les documents de vente juridiquement contraignants ainsi que la brochure «Risques inhérents au commerce d'instruments financiers» de l'Association suisse des banquiers (ASB). Toute décision prise sur la base du présent document l'est au seul risque du destinataire. En raison des restrictions légales en vigueur dans certains Etats, les présentes informations ne sont pas destinées aux ressortissantes et aux ressortissants d'un Etat dans lequel la distribution des instruments ou des services financiers mentionnés dans le présent document est limitée, ni aux personnes ayant leur siège ou leur domicile dans un tel Etat. Les performances indiquées se basent sur des données historiques ne permettant pas d'évaluer les évolutions présentes ou futures.

Le présent document contient des déclarations prospectives qui reflètent les estimations, hypothèses et prévisions de Raiffeisen Suisse au moment de son élaboration. En raison des risques, incertitudes et autres facteurs, les résultats futurs sont susceptibles de diverger des déclarations prospectives. Par conséquent, ces déclarations ne représentent aucune garantie concernant les performances et évolutions futures. Les risques et incertitudes comprennent notamment ceux décrits dans le [rapport de gestion du Groupe Raiffeisen](#).

Raiffeisen Suisse ainsi que les Banques Raiffeisen font tout ce qui est en leur pouvoir pour garantir la fiabilité des données et contenus présentés. Cependant, elles ne garantissent pas l'actualité, l'exactitude ni l'exhaustivité des informations fournies dans le présent document et déclinent toute responsabilité en cas de pertes ou dommages (directs, indirects et consécutifs) découlant de la distribution et de l'utilisation du présent document ou de son contenu. Elles ne sauraient par ailleurs être tenues responsables des pertes résultant des risques inhérents aux marchés financiers. Les avis exprimés dans le présent document sont ceux de Raiffeisen Suisse au moment de la rédaction et peuvent changer à tout moment et sans préavis. Raiffeisen Suisse n'est pas tenue d'actualiser le présent document. Toute responsabilité quant aux conséquences fiscales éventuelles est exclue. Il est interdit de reproduire et/ou diffuser le présent document en tout ou partie sans l'autorisation écrite de Raiffeisen Suisse.